

Le Monde

[EUROPE](#)

En Turquie, l'arrivée au pouvoir des islamistes modérés de l'AKP est accueillie dans le calme

L'attitude de l'armée sera cruciale dans cette Turquie d'une ère nouvelle.

Par **Nicole POPE** Publié le 05 novembre 2002 - Mis à jour le 24 avril 2007

A l'aube d'une ère politique nouvelle, un optimisme prudent règne en Turquie, alimenté par l'idée que les résultats des élections du 3 novembre sont une occasion de démontrer que l'islam traditionnel et la démocratie peuvent aller de pair. Après un bref moment de flottement, lundi matin **4 novembre**, les marchés financiers, séduits par la stabilité qu'un gouvernement soutenu par un seul parti peut apporter, ont choisi d'interpréter positivement l'arrivée au pouvoir spectaculaire du Parti de la justice et du développement (**AKP**). La Bourse est à la hausse et la livre turque, après une chute temporaire, a terminé la journée à un taux légèrement plus élevé qu'à la veille des élections.

Complétant le processus de "nettoyage" entamé par les électeurs, **Tansu CILLER**, du **Parti de la juste voie (DYP)**, **Mesut YILMAZ**, du **Parti de la mère patrie (ANAP)**, et **Devlet BAHÇELI**, dirigeant du **Parti d'action nationaliste (MHP)**, ont annoncé qu'ils quitteraient la direction de leurs partis. Une page politique se tourne.

De nombreuses questions demeurent : quelles seront les relations de l'**AKP** avec les institutions laïques du pays, notamment l'armée et le système judiciaire ? L'Etat saura-t-il s'adapter au changement d'atmosphère ?

Une réaction encourageante est venue du chef de l'état-major, le général **Hilmi OZKÖK**, en visite à Washington. **"Nous avons eu des élections qui se sont déroulées dans les règles, sans problème, a-t-il déclaré. Les résultats des élections reflètent la volonté de notre peuple ; je n'ai que du respect pour cela."**

Le dirigeant du parti **Recep Tayyip ERDOGAN** a réaffirmé, lundi, que l'**AKP** n'est pas un parti islamiste ou même islamique. **"Nous ne sommes pas un parti fondé sur la religion, a-t-il affirmé. L'AKP, avec son identité conservatrice et démocratique, a rassemblé les votes de la droite centriste."** **"En Turquie, chaque institution a son propre rôle. L'armée turque est la prunelle de nos yeux. Que personne ne vienne s'immiscer entre nous et notre armée"**, a-t-il dit.

De nombreux kémalistes persistent cependant à croire que ces démentis des dirigeants de l'**AKP** dissimulent des intentions différentes. La "**période du 28 février**", comme l'appellent pudiquement les Turcs, est encore fraîche dans les mémoires.

La date se réfère à la réunion du puissant Conseil national de sécurité, qui avait rassemblé, comme chaque fin de mois, les dirigeants militaires et civils du pays, le **28 février 1997**. Le premier ministre, à l'époque, était **Necmettin ERBAKAN**, dirigeant d'un mouvement islamiste. Le Conseil national de sécurité avait "**recommandé**" – puisque c'est sa fonction selon la loi – au gouvernement de prendre des mesures contre l'islam politique. L'inaction de son gouvernement avait déclenché une offensive laïque, parfois décrite comme "**un coup d'État postmoderne**", qui s'était soldée par la démission de M. **ERBAKAN**, en **juin 1997**, et la dissolution de son parti en **janvier 1998**. Le régime était sauf, mais la peur de l'islam politique avait causé des tensions au sein de la population. De nombreux Turcs, conservateurs et pieux mais respectueux des institutions et des principes de la République, s'étaient sentis injustement et personnellement visés.

SUJETS DÉLICATS

L'État doit accepter le fait qu'une partie de la "**population s'identifie avec l'islam**", explique **Mustafa DAGISTANLI**, dans un éditorial publié par NTV-MSNBC, affirmant qu'un dosage précis est nécessaire et que "**la dose a déjà été ajustée avec la période du 28 février**".

Le calme qui a accueilli les résultats des élections du **3 novembre** et le fait que le Parti républicain du peuple (**CHP**), qui devait attirer les votes de ceux qui craignaient le retour de l'islam politique, a obtenu moins de **20 %** des suffrages indiquent que le "**danger islamiste**" n'est plus perçu de la même façon.

La conjoncture internationale et le fait que les États-Unis aient besoin d'une Turquie stable favorisent également le compromis.

Des sujets délicats, comme la question du port du foulard, interdit dans les universités, vont inévitablement surgir. La Cour constitutionnelle devra se pencher sur la demande de dissolution du parti de M. **ERDOGAN**. Celui-ci est conscient que la marge d'erreur est mince. Il revient désormais à l'**AKP** de prouver rapidement que le prochain gouvernement a l'intention de poursuivre les réformes pour assurer la stabilité dont la Turquie a tant besoin.

Nicole POPE